

13 mars 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse du Président de la République et du Président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky.

Monsieur le Président, cher Volodymyr,

Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,

Je suis très heureux d'accueillir aujourd'hui à Paris le président Volodymyr Zelensky pour la douzième fois depuis le début de la guerre d'agression lancée par la Russie contre votre pays.

La France, sur tous les théâtres, se veut un partenaire fiable, loyal, qui tient ses engagements. Nous tenons nos engagements vis-à-vis de l'Ukraine. J'y reviendrai évidemment dans un instant, mais permettez-moi de commencer cette conférence de presse en évoquant les engagements que nous tenons au Moyen-Orient, en protection de nos intérêts, de nos compatriotes et en soutien de nos alliés.

Au nom de la Nation, je veux m'incliner aujourd'hui avec respect devant la mémoire de l'adjudant-chef Arnaud Frion du 7e bataillon des chasseurs alpins de Varcès. Il est mort pour la France cette nuit lors d'une attaque lancée à proximité de Erbil. Et je veux aussi adresser tout mon soutien à nos militaires blessés et évidemment à l'ensemble des familles et des frères d'armes. Dès l'annonce de cette attaque, j'ai demandé à nos armées une analyse consolidée des faits, de leurs circonstances, et nous aurons dans les prochaines heures la totalité, je l'espère, de ces informations. Je m'entretiendrai dès le début d'après-midi avec le Premier ministre irakien.

Nos soldats ont été frappés, alors que, comme nous le faisons depuis plusieurs années, ils luttent dans le cadre d'une coalition internationale contre les résurgences du terrorisme dans la région et au service de la souveraineté irakienne. C'est évidemment inacceptable. Face à la guerre en cours, la position de la France est purement défensive. En soutien à ses alliés et ne saurait justifier jamais qu'on s'en prenne à elle. La France continuera de faire preuve de sang-froid, de calme, de détermination, d'être fiable vis-à-vis de nos partenaires, de protéger nos ressortissants et de défendre nos intérêts et notre sécurité. Et rien, jamais, ne nous détournera de ces objectifs.

Mesdames et Messieurs, alors que nous sommes donc confrontés à une accélération des événements et des crises, et que les yeux pour beaucoup sont braqués vers l'Iran, cette visite du président Zelensky revêt pour moi une importance toute particulière. Elle me permet de souligner avec force que rien ne nous détournera de l'Ukraine, des efforts que nous y faisons, laquelle fait face, depuis plus de 4 ans avec une ténacité et un courage remarquable, à l'agression de la Russie. Notre soutien ne faiblira pas. Je l'ai dit le 24 février dernier, les dynamiques actuelles signent d'ores et déjà un triple échec pour Moscou. Un échec stratégique, un échec économique, une faillite morale.

Aujourd'hui, la Russie croit peut-être que la guerre en Iran va lui offrir un répit et elle se trompe. Nous avons, dans le cadre du G7 que j'ai tenu il y a deux jours, mercredi, réaffirmé que le contexte de montée des prix du cours du pétrole ne doit en aucun cas amener à revoir notre politique de sanctions à l'égard de la Russie. C'est la position que le G7 a tenue, c'est la position évidemment de la France et de l'Europe.

Il est aussi étrange de voir la Russie appeler à un cessez-le-feu au Moyen-Orient, alors qu'elle refuse depuis plus d'un an avec obstination tous cessez-le-feu, plusieurs fois présentés par le président Trump et d'autres pour l'Ukraine. Le 24 février dernier, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté par 107 voix une résolution pour soutenir une paix durable en Ukraine, appelant à un cessez-le-feu immédiat, complet et inconditionnel. Cette résolution a été rejetée par la Russie une fois encore elle ne défend pas la paix nulle part.

Je veux ici rappeler que la Russie est un allié historique et stratégique du régime de Téhéran avec lequel elle a signé en janvier 2025 un accord de partenariat stratégique global dont les détails n'ont jamais été révélés et qui se traduit notamment par la production en territoire russe de drones d'origine iranienne. Je le dis aussi pour bonne mémoire et pour que toutes les nations qui sont engagées en guerre contre l'Iran, ce qui n'est pas le cas de la France, je l'ai rappelé, mais soient cohérentes dans les positions tenues et qu'elles sachent avec qui ces drones sont produits.

Personne n'ignore que le ciel ukrainien a malheureusement été un banc d'essai pour les drones iraniens qui tombent aujourd'hui dans le Golfe et sur certains de nos alliés. C'est pourquoi je sais que le Président a raison, et je l'en remercie, a tout de suite souhaité soutenir ces nations et apporter les solutions ukrainiennes, votre innovation, vos capacités. En tout cas, dans ce moment que nous vivons, je le disais, notre engagement en faveur de l'Ukraine, nous le tiendrons, car il en va de la sécurité de l'Ukraine, mais également de l'Europe et de la France.

Dans le processus en faveur d'une paix juste et durable, l'Europe a un rôle de tout premier plan à jouer. L'Union européenne et ses États membres sont le premier contributeur à la résilience de l'Ukraine depuis le début de la guerre. Nous avons aussi décidé en décembre dernier d'un prêt de 90 milliards d'euros, cet engagement sera tenu. Je le dis ici avec force et clarté, si des désaccords s'expriment, c'est le devoir de chaque nation de tenir les promesses qui sont faites et les engagements politiques qui ont été pris par tous en décembre dernier.

Le soutien que nous apportons, c'est aussi celui à travers la coalition des volontaires que nous avons lancée il y a maintenant un peu plus d'un an avec le Royaume-Uni, qui contribuera aux garanties de sécurité de l'Ukraine, aux côtés de nos partenaires des États-Unis d'Amérique, qui sont le pilier indispensable d'une paix juste et durable. Nous l'avons démontré le 6 janvier dernier, la planification est maintenant achevée et nous sommes prêts.

Notre soutien s'incarne également dans notre appui à l'Ukraine pour avancer vers son destin européen, chemin vers l'adhésion exigeant qui implique des efforts et des réformes que vous conduisez et beaucoup a déjà été fait de manière impressionnante. L'Ukraine mérite d'ouvrir le premier bloc de chapitre de négociation et je n'ai de doute que nous y parviendrons, malgré les obstacles artificiels qui ont surgi, et nous accompagnerons ce chemin. Je veux également citer notre coopération dans le domaine énergétique.

La France restera pleinement mobilisée, notamment dans le cadre de notre présidence du G7, pour bâtir, dès à présent, une véritable stratégie énergétique de résistance. Nous avons, depuis janvier, livré beaucoup d'équipements. Nous avons coordonné dans le G7 une position, là aussi, efficace. Aux côtés de tout cela, il y a évidemment le soutien militaire que nous continuerons d'avoir. Nous avons eu une longue discussion avec le Président et son équipe, et je veux dire ici notre détermination de continuer à fournir tous les équipements pour permettre à l'Ukraine de mener sa guerre de résistance légitime et pour lui permettre de se défendre. Et donc nous allons accélérer sur certaines capacités et continuer d'innover aussi pour que la production soit plus rapide.

Notre détermination est aussi complète à accroître la pression sur la Russie pour l'amener à s'asseoir de bonne foi à la table des négociations. Beaucoup a été fait avec les sanctions, je l'ai évoqué, et nous continuerons et nous préparons le 20ème paquet de sanctions. Nous continuons les efforts contre toutes les formes de détournement et nous continuons aussi les efforts pour lutter contre la flotte fantôme qui, comme vous le savez, alimente l'effort de guerre russe. Nous avons eu des résultats très probants ces dernières semaines avec des opérations en propre, l'opération que nous avons menée avec la Belgique. Nous avons engagé plusieurs autres nations qui ont conduit aussi des opérations déterminantes. Nous poursuivrons cet effort.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je souhaitais dire ce midi en accueillant à nouveau le président Zelensky, cher Volodymyr, dans le combat que vous menez pour votre liberté, votre indépendance, votre intégrité territoriale. Vous défendez l'idée d'une paix juste et durable, la seule compatible avec le droit international. Vous menez un combat pour votre sécurité, mais aussi pour celle de tous les Européens. À ce titre, vous avez toujours votre place ici, et c'est toujours une fierté pour la France de vous accueillir. Merci beaucoup.

[Intervention de Volodymyr ZELENSKY]

Journaliste

D'abord, une première question à messieurs Macron et Zelensky sur la question des sanctions contre la Russie et ses exportations de pétrole. Vous avez rappelé, monsieur Macron, le consensus apparent au niveau du G7, comme quoi il fallait rester unis et maintenir ces sanctions. Or, on voit depuis 2 jours ou même 3 des dérogations américaines qui permettent le transport, en fait, de livraison sur certains bateaux, livraisons russes de pétrole. Est-ce que ça veut dire que le président Trump est un adepte du double langage sur le sujet ?

Et puis une autre question liée à l'hommage que vous rendiez aux soldats français morts aujourd'hui en Irak. À propos de ce décès et des blessés français qui restent là-bas, d'ici à combien de temps pensez-vous être en mesure d'organiser une riposte ? Est-ce qu'il n'y a pas le risque, avec cette riposte, d'entrer dans une forme d'engrenage guerrier dans la région, à la fois en Irak, mais aussi en soutien des Émirats arabes unis qui sont éminemment touchés par la réplique iranienne ? Et connaître, Monsieur. Zelensky, quels sont, en détails, l'aide que vous apportez déjà aux pays du Golfe menacés par les frappes iraniennes ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Pour ce qui est des sanctions, il est tout à fait juste que les États-Unis d'Amérique ont acté des dérogations limitées dans le temps et les conditions et pour quelques pays. Le secrétaire d'État au Trésor américain s'est exprimé pour lui-même rappeler le cadre très limité de ces exceptions et leur impact réduit, et rappeler que les sanctions demeuraient. Pour ce qui est du G7, la position commune a bien été le maintien des sanctions à l'égard de la Russie. Pour ce qui est des Européens et de la France, c'est le maintien des sanctions. La situation ne justifie en rien de lever ces dernières, donc je considère que ce que je vous ai dit tout à l'heure reste valable et que la décision qui a été prise de manière exceptionnelle et limitée par les États-Unis d'Amérique, c'est à eux de la justifier, mais elle ne revient pas de manière durable et large sur les sanctions qu'eux-mêmes ont décidées. À les écouter, et le Président, dans les discussions que j'ai pu avoir avec lui et dans leurs propos publics, ils ne remettent pas en cause cette approche.

Pour ce qui s'est passé ces dernières heures en Irak, au-delà de ce que j'ai pu vous dire à l'instant, et je serai très prudent et j'attends d'avoir tous les éléments qui me seront fournis par l'état-major des armées et nos services, et j'attends de pouvoir parler avec le Premier ministre irakien. Je ne ferai aucune... Je n'élaborerai aucune forme de scénario, ni n'entrerais dans quelques politique-fiction sur ce sujet, j'ai rappelé la position de la France. Elle est claire dans la région. Elle est défensive. Nous ne sommes pas engagés en guerre contre qui que ce soit. Nous avons une présence dans la lutte contre le terrorisme, dans un cadre qui est connu, et c'est le cadre en Irak, dans lequel se battait notre soldat. Et nous sommes là pour protéger nos ressortissants. Nous sommes aux côtés de pays alliés avec lesquels nous avons des accords de défense. Et nous sommes présents pour participer à la liberté de navigation et sécurité maritime dans la région. C'est tout. Mais nous assumons ces missions pleinement, avec les risques qu'elles comportent.

[Intervention de Volodymyr ZELENSKY]

Journaliste

J'ai une question au Président Macron. Monsieur le Président, la veille, vos conseillers ont dit qu'ils allaient séparer la question des crédits, des fonds, de la question du pipeline Droujba. Je rappelle que cette décision a été prise lors du Conseil européen. Ma question, si le transit par ce pipeline n'est pas rétabli, est-ce qu'il y a une solution pour sortir de ce blocage et aider l'Ukraine dans cette question de crédit ?

La question au président ukrainien, est-ce qu'il y a déjà des résultats du travail de notre équipe au Proche-Orient ? Vous avez déjà évoqué le fait qu'il y a des pays qui sont prêts à travailler avec l'Ukraine sur les questions militaires, de quels pays il s'agit ? S'agit-il de la vente des armes à ces pays ?

[Intervention de Volodymyr ZELENSKY]

Emmanuel MACRON

Ce qui s'est passé à Droujba, nous en avons parlé avec le président, j'ai pu en parler un peu plus tôt cette semaine avec Madame la Première ministre, qui était en France pour le sommet nucléaire. Il est important que d'abord toute la transparence soit faite, et les efforts de la présidente de la Commission sont tout à fait positifs à cet égard, et que les travaux soient faits au plus vite, et je sais l'engagement pris par l'Ukraine en la matière, et je pense qu'il faut apaiser le débat sur ce qui s'est passé. Donc la transparence, la rapidité des travaux pour apaiser le débat.

Mais ceci, c'est un sujet en soi, si je puis dire. La décision des 90 milliards de prêts, c'est une décision que nous avons prise tous ensemble par rapport à un contexte de guerre qui n'a pas changé. Nous devons tenir les engagements pris et la décision prise. Voilà. Et donc c'est ce à quoi nous allons travailler dans les jours et les semaines qui viennent. Je sépare les deux sujets. Et j'ai la même détermination sur les deux sujets, on doit tenir notre parole. Donc les 90 milliards, nous devons le faire dans les conditions définies en décembre dernier. Droujba doit être réparée au plus vite et toute la transparence doit être faite pour apaiser les choses. Merci beaucoup. Merci, Mesdames et Messieurs.